

Received: 02-06-2024 | Approved: 23-06-2024

**SECURITE HYDRIQUE ET GOUVERNEMENTALITE AU MAROC :
DEPOLITISATION DE LA PENURIE D'EAU**

**Water security and governmentality in Morocco :
Depoliticization of water scarcity**

Habiba EL MAZOUNI

*Laboratoire LADSI, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines Ain Chock, Université
Hassan II de Casablanca, Maroc
(habibaelmazouni93@gmail.com)*

Résumé :

Cet article analyse la stratégie de médiatisation de la pénurie d'eau au Maroc. En analysant un corpus de 95 articles et vidéos ainsi que les dires de 46 acteurs œuvrant dans le champ médiatique, l'article étudie les dynamiques de publicisation de la pénurie d'eau. Il est ainsi montré que la spécialisation des journalistes et des médias fait défaut et que les sources officielles sont systématiquement reprises par la grande majorité des médias étudiés. En résultent un gouvernement par une médiatisation dépolitisée qui favorise les conséquences au détriment des causes et individualise la question, en responsabilisant l'individu et déresponsabilisant, de fait, le rôle de l'État et des choix politiques.

Mots-clés : Sécurité hydrique, Maroc, Pénurie d'eau, Médiatisation, Dépolitisation

Abstract :

This article analyzes the strategy used to publicize water shortages in Morocco. By analyzing a corpus of 95 articles and videos, as well as the statements of 46 actors working in the media field, the article studies the dynamics of publicizing the water shortage. It shows that journalists and the media lack specialization, and that official sources are systematically repeated by the vast majority of media studied. The result is a government by depoliticized media coverage that favors consequences over causes and individualizes the issue, making the individual responsible and, in effect, disempowering the role of the state and political choices.

Keywords: Water security, Morocco, Water shortage, Media coverage, Depoliticization

INTRODUCTION

Au Maroc, le Conseil économique, social et environnemental (CESE) a averti, en 2019, que le droit à l'eau et la sécurité hydrique sont « gravement menacés ». Trois ans plus tard, le Roi Mohammed VI donne ses instructions pour mobiliser 10 milliards de DH contre déficit pluviométrique et l'Institut royal des études stratégiques (IRES) publie un rapport sur l'avenir de l'eau au Maroc, mettant l'accent sur la sécurité et la souveraineté hydriques. En 2023, les organisations internationales alertent sur une pénurie d'eau (De Waal, D., 2023). L'annonce officielle d'une « crise de l'eau », « d'une situation précaire et complexe » est faite en 2024, lors du discours royal à l'occasion de la fête du Trône. Il s'agit désormais d'un sujet épineux en ce qu'il évoque le rapport à la sécurité et la souveraineté alimentaires du pays. Il faut dire que la question est hautement stratégique vu que l'Etat a joué, et joue toujours, un rôle crucial en tant que garant de la sécurité alimentaire du pays et ce, malgré le caractère néolibéral du Maroc contemporain.

Si la pénurie d'eau a fait l'objet de traitement médiatique soutenu et régulier au cours des cinq dernières années, la question de sa médiatisation est très peu abordée par les sciences sociales. Nous partons du constat qu'il y a un manque de mise en débat de la question de pénurie d'eau dans les médias au Maroc et cherchons à analyser, dans cet article, les dynamiques par lesquelles les médias publicisent ladite pénurie. En cela, cet article analysera, à travers une étude du discours journalistique et des entretiens avec des acteurs œuvrant dans le champ médiatique, les dynamiques de publicisation de la pénurie d'eau. Nous ressortons de cette analyse que le traitement médiatique de la pénurie d'eau recèle une dépolitisation qui renvoie à une individualisation des responsabilités des acteurs, privilégiant l'illustration des problèmes à l'explication de leurs causes, tout en déresponsabilisant l'État et les choix politiques de leur rôle dans les mêmes causes (Comby, 2015).

La sécurité hydrique et la dépolitisation : retour sur le contenu de deux concepts:

Dans cette première partie, nous revenons sur les notions de sécurité hydrique et de dépolitisation.

La notion de sécurité hydrique est apparue dans un contexte où différentes approches de gouvernance de l'eau se sont avérées insuffisantes pour réduire les répercussions sociales et écologiques de la pénurie d'eau (Renou, 2016). Cette notion s'est progressivement enrichie, puis s'est universalisée pour désigner une approche apte à faire évoluer les

politiques de l'eau dans la bonne voie (Vörösmarty et al., 2010 ; Cosgrove, 2013). En 2000, la première définition exhaustive de la sécurité hydrique a été donnée par le Partenariat mondial de l'eau lors du deuxième Forum mondial de l'eau : « La sécurité hydrique dans les ménages et au niveau de la planète sous-entend que chaque personne ait accès à une eau sûre en quantité suffisante et à prix abordable qui augmente leur chance de mener une vie propre, saine et productive en veillant à protéger et mettre en valeur l'environnement naturel ». Si des auteurs relevant de plusieurs disciplines telles que l'économie (Savenjie et Van Der Zaag, 2008 ; Briscoe, 2009), l'hydrologie (Falkenmark, 2001), l'ingénierie (Grey et Sadoff, 2007) ou encore la politique internationale (Zeitoun et al., 2010) ont proposé diverses acceptions faiblement coordonnées, Cook et Bakker (2012) en proposent une nouvelle en faisant référence à un « accès durable à l'échelle des bassins versants à des quantités suffisantes d'eau de qualité acceptable pour assurer la protection de la santé humaine et celle des écosystèmes ». Dès lors, sécurité hydrique et gestion intégrée des ressources en eau sont considérées comme des notions complémentaires, l'une portant sur les objectifs à atteindre, l'autre sur la manière de procéder pour y parvenir.

La dépolitisation, elle, désigne étymologiquement l'action « d'ôter tout caractère politique (à quelque chose) » selon le Centre national de ressources textuelles et lexicales (CNRTL, 2012). Par ailleurs, plusieurs travaux en sciences humaines et sociales ont exploré la dimension discursive de la dépolitisation. Cussó et Gobin (2008) ont souligné par exemple le recours croissant à un « discours expert » se présentant comme dépolitisé, marqué par l'usage excessif de mots savants ou encore la « circulation lexicale intense de lexèmes ou de mots à consonance technique » et conduisant à « un appauvrissement des lieux du débat contradictoire ». Dans ce sens, Monte et Oger (2015) définissent le processus de dépolitisation en tant que processus qui impose un « discours d'autorité » dépouillé de tout dissensus. Ceci s'apparente au « discours politique dépolitisé » de Pierre Bourdieu (1982) faisant référence aux discours qui, tout en ayant des implications politiques, se présentent comme neutres, apolitiques et objectifs. En outre, dans le même cadre des mécaniques discursives de la dépolitisation, la disqualification semble être la mieux documentée par les travaux en sciences humaines et sociales. Cette disqualification passe par exemple par la généralisation d'un « cadrage dépolitisant », c'est-à-dire par des processus discursifs de naturalisation, individualisation, personnalisation des institutions et des idées, recherche de responsables plutôt que d'explications plus structurales,

médiatisation des conséquences au détriment des causes, etc. (Comby, 2009 ; Nollet et Schotté, 2014 ; Comby, 2015). La dépolitisation peut ainsi être considérée comme une simple modalité d'exercice de la gouvernamentalité (Foucault, 2004).

METHODE

Au-delà des théories de l'agenda-setting, qui souligne le fait que les médias exercent un effet considérable sur l'opinion publique (McCombs et Shaw, 1972) et de l'emprise du journalisme sur l'action publique (Bourdieu, 1994 ; Nollet, 2015), nous situons notre cadre d'analyse dans les faits et non pas dans les effets des médias. Notre cadre d'analyse mobilisera donc la médiatisation de la pénurie d'eau au Maroc. Notre méthodologie de recherche repose sur des entretiens effectués pendant une durée de trois années (2021-2024) avec 46 acteurs œuvrant dans le champ médiatique : des rédacteurs (trices) de presse, des data journalistes, des journalistes reporters d'images, des directeurs (trices) de rédactions, des community managers, des ex-journalistes et des « experts médiatiques ». Tous les acteurs interviewés ont eu à traiter au moins une fois de la pénurie de l'eau (journalistes), ou à gérer la présence de l'un des journaux étudiés sur les médias sociaux (community managers). 82% des journalistes ont participé à l'élaboration des articles étudiés et aucun d'entre eux ne se considère comme un journaliste spécialisé dans les questions relatives à l'eau et à l'environnement. Par ailleurs, les profils des experts interviewés varient entre des chercheurs universitaires, des membres d'un groupe de réflexion traitant des problématiques des ressources en eau au Maroc et des responsables et chargé(es) de missions au sein du Ministère de l'équipement et de l'eau. Les entretiens ont porté, entre autres, sur les conditions de travail et les contraintes professionnelles auxquelles font face les journalistes, sur les enjeux pour l'expertise médiatique ainsi que sur le processus de traitement et de rédaction des articles de presse liés à la question de la pénurie d'eau.

Les données recueillies ont été traitées à travers la méthode de l'analyse de contenu. L'étude se base également sur l'analyse du discours journalistique d'un corpus de presse de 80 articles et le contenu de 15 vidéos appartenant à la chaîne de télévision marocaine Medi1TV, publiés entre 2021 et 2024. La sélection des articles de presse s'est faite en fonction de leurs types ; à cet égard, la majorité des brèves et des dépêches ont été enlevées pour garder des articles sous formes d'analyses, de tribunes, de dossiers spéciaux, et d'interviews. Le format de ces articles correspond à 6000 signes en moyenne.

Les 80 articles étudiés appartiennent à six titres de presse: Le Desk (8 articles), Médias24 (15), Le Matin (16), l'Économiste (22), La Vie éco (10) et Challenge (9). Nous nous sommes servis, à cet effet, du logiciel d'analyse de données textuelles Iramuteq. Pour analyser ces titres de presse, nous avons également recueilli des informations par rapport à leur « état civil » comme l'appelle Jacques Kayser (1963) (titre, périodicité, slogan publicitaire, langue, date de fondation, fondateur, actionnaires, rédaction...) et des informations relatives au contenu (publication généraliste ou spécialisée, presse gratuite ou payante, presse d'information ou d'opinion, presse indépendante ou de propagande, etc.). Les six titres de presse ont été sélectionnés particulièrement sur la base du nombre d'articles disponibles traitant de la question de l'eau, de leur spécialité (L'Économiste et Challenge) et de la diversité de leur positionnement éditorial (notamment Le Matin, La Vie éco, Le Desk et Médias24). Quant au choix de la chaîne de télévision marocaine Medi1TV, il s'est fait en fonction de la disponibilité des émissions traitant de la question en ligne ; nous avons écarté les journaux télévisés qui proposent un condensé de l'actualité (Infos Soir par exemple), et pris en considération les émissions où les experts s'approprient à décortiquer et commenter des thématiques diverses et variées (Questions d'actu, Le Débrief, Edition spéciale, entre autres). Le format de ces émissions correspond à 1 heure en moyenne.

LA MEDIATISATION DE LA PENURIE D'EAU ENTRE PRATIQUES JOURNALISTIQUES ET ANALYSE DES PROBLEMES PUBLICS

Les six titres de presse ainsi que la chaîne télé étudiés nous ont permis d'analyser comment la pénurie d'eau y est-elle présentée. Le fait principal qui ressort de l'analyse du corpus étudié est que, bien qu'il existe des genres de textes et de vidéos très hétérogènes qui impliquent des signatures appartenant à des journalistes et des experts, la majorité des articles et vidéos traitant de la pénurie d'eau mettent en relief les mesures prises pour rationaliser l'utilisation de l'eau. Les mots employés pour qualifier la situation hydrique sont généralement les suivants : crise, urgence, rareté ou encore pénurie ; des mots qui font ressentir l'urgence pour provoquer l'action et pour transformer la situation en une véritable problématique et la construire, de ce fait, en problème public (Neveu, 2017).

D'ailleurs, nous avons écarté du corpus analysé tous les articles ou vidéos qui reprennent textuellement les dépêches de l'agence marocaine de presse (MAP) ou les communiqués

du Ministère de l'Équipement et de l'Eau ; ces articles ou vidéos restent informatifs et prennent un format « officiel » du contenu communiqué autour de la pénurie d'eau.

Dans environ 85% des articles et vidéos étudiés, les termes qui ressortent le plus sont : mesures, réalisations, modèle agricole, changement climatique, sécheresse, mondialisation, multitude d'acteurs, surexploitation, consommation, insécurité alimentaire. Ces termes sont mobilisés pour traiter des thématiques autour des mesures et réalisations mises en place pour remédier à la pénurie d'eau, de l'impact de la sécheresse sur le secteur agricole ainsi que des solutions envisageables pour une bonne gestion de l'eau. Le premier constat à souligner est le manque d'une remise en question et mise en débat de la pénurie d'eau et de ses causes par les médias. Quand il s'agit de la médiatisation des mesures prises pour remédier à la situation de la raréfaction des ressources hydriques, ces dernières sont mises en exergue en termes de défis conjuguant changement climatique, manque d'eau et ingénierie économique.

Le nuage de mots ci-dessus généré par le logiciel Iramuteq (Figure 1) met en grands caractères les mots qui se répètent le plus dans les articles étudiés du quotidien Le Matin. Tenant compte du nuage de mots et, de surcroît, d'une lecture des 16 articles en question, il s'avère que le focus est généralement mis sur les discours du Ministère de l'Équipement et de l'Eau ou sur les rapports des institutions internationales et des Think tanks.



Figure 1: Nuage des principaux mots-clés des articles du quotidien Le Matin traitant de la pénurie d'eau entre 2021 et 2024

Un autre exemple relatif au site web d'information journalistique Le Desk montre que sur les 8 articles étudiés, un article représente une compilation d'images satellitaires pour illustrer la détérioration progressive des réserves de six barrages au Maroc, sur sept années. Le reste relève des communiqués de presse produits par le Ministère de l'Équipement et de l'Eau ou encore des interventions du ministre de l'Équipement et de l'Eau.

Les exemples des deux journaux susmentionnés, bien qu'ils adoptent différentes lignes éditoriales, attribuent dans le traitement de la pénurie d'eau, un caractère « surdéterminant » aux discours institutionnels.

Dans une autre perspective, les 15 vidéos produites par la chaîne de télévision Medi1TV sont des débats basés sur, entre autres, des données statistiques et des travaux de terrain effectués par des enseignants-chercheurs (agroéconomistes, ruralistes, experts en ressources en eau et changement climatique, économistes), des experts en irrigation et gestion des ressources en eau, des membres de groupes de réflexion, la présidente de la Coalition Marocaine pour l'Eau et des chefs de division au sein du Ministère de l'Équipement et de l'Eau. Les vidéos portent notamment sur un état des lieux des ressources hydriques au Maroc, les causes et conséquences de la pénurie d'eau et un regard critique sur les mesures prises jusque-là pour répondre à l'urgence de l'eau au Maroc.

❖ **Les pratiques journalistiques à l'épreuve de la spécialisation**

La spécialisation des journalistes et des médias en général a fait l'objet de plusieurs travaux scientifiques (Deleu, 2002 ; Marchetti, 2002 ; Neveu et al., 2002 ; etc.). Or, au Maroc, « *quand il est question de journaux spécialisés, il s'agit plutôt de la création de certaines rubriques au sein de journaux généralistes* », nous confie une journaliste. Il faut souligner le fait que dans les médias étudiés, aucun n'est spécialisé en eau ou en environnement de manière générale. Il y a un manque de spécialisation aussi bien de journalistes en eau que de supports. « *Un profil journaliste spécialisé au Maroc va peiner à trouver sa place dans le marché du travail, à moins qu'il sera rattaché à une rubrique spécialisée* », souligne un ex-journaliste en poursuivant : « *là encore, le métier d'un journaliste spécialisé exige des études spécialisées ; c'est-à-dire, imaginez-vous un profil ayant poursuivi des études en sciences politiques, en hydraulique agricole ou en ingénierie agro-économique venir exercer le métier de journaliste au sein d'un média ? Je ne vois pas l'équilibre de la balance personnellement !* ».

Dans cette optique, Marchetti (2002) souligne la position qu'occupent les spécialistes au sein du champ journalistique ; c'est leur statut de spécialiste qui les assigne à une position subordonnée, dans une organisation hiérarchique où dominent et cartonnent les généralistes. Cette spécialisation mène aussi à la constitution de « sous champs journalistiques » où un journaliste spécialisé est en concurrence permanente avec ses pairs, une concurrence pour la priorité, celui qui réussit à sortir des informations exclusives. En revanche, cette concurrence est susceptible de présenter des avantages professionnels considérables ; le recours à la couverture du même sujet par différents journalistes permet d'apporter des réponses fondées face aux critiques des rédacteurs en chef sur d'éventuels « ratages ».

Autrement, un journaliste spécialisé pourrait développer une longue carrière à l'intérieur de la même spécialité durant laquelle il accumule des connaissances empiriques du secteur de son spécialité. Au Maroc, « *ni la formation ni les titres de presse existants ne permettent au journaliste de s'affirmer comme journaliste spécialiste, et encore moins dans le domaine de l'eau, de l'environnement ou encore de l'agriculture* », affirme un journaliste. Nous assistons ainsi à une « dévaluation » des profils spécialisés au profit des fonctionnaires plus généralistes (Comby, 2009).

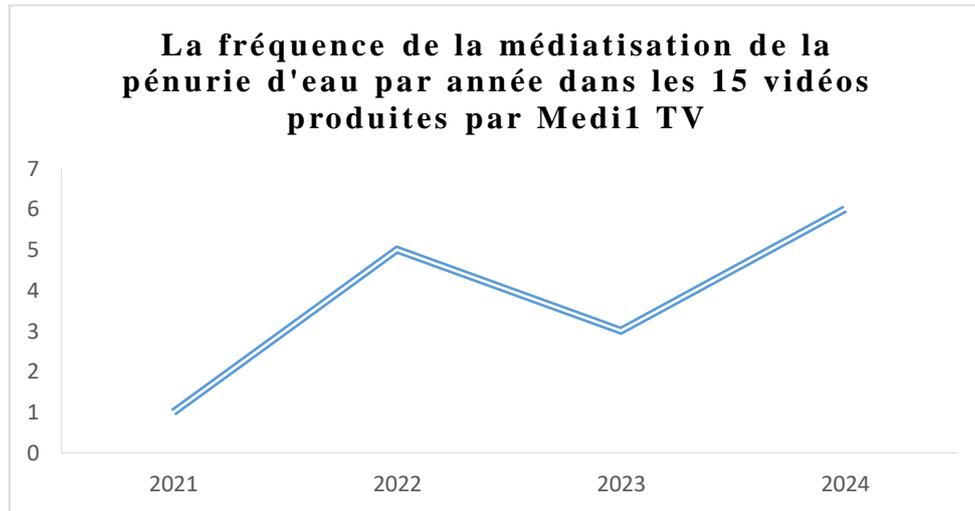
En outre, le manque de spécialisation mène à un recours aux sources officielles. En effet, l'analyse des articles de presse montre que les mêmes sources sont systématiquement reprises par la grande majorité des journaux étudiés ; 85% des 80 articles étudiés reposent uniquement sur les publications officielles du ministère de l'agriculture vu qu'il s'agit d'une « *source autorisée en raison de sa position, son pouvoir institutionnel et l'autorité de son discours. Les sujets traités sont souvent écrits, soit à la suite des conférences organisées par le ministre, soit d'après la documentation du ministère à ce sujet* », affirme un responsable de l'un des journaux étudiés. Ceci est exprimé d'une autre manière par un ex-journaliste : « *La plupart des journaux, si je ne dis pas tous, reflètent la position officielle* ».

D'ailleurs, la réalisation d'une enquête a un coût et nécessite un temps considérable. « *Les médias marocains évaluent la productivité d'un journaliste par le nombre d'articles produits dans une période déterminée* », précise un journaliste.

Ainsi, la consultation des sources officielles et organismes publics fait émerger une « routine journalistique » (Molotch et Lester, 1996) quant à la médiatisation de la pénurie

d'eau, une routine qui reste plus facile et moins coûteuse (obligations d'immédiateté et d'instantanéité) qu'une investigation et des recherches approfondies sur le terrain.

Enfin, le moment de médiatisation très important autour de la pénurie d'eau correspond aux discours royaux. Ces discours sont fortement suivis par les médias qui en tirent les données « médiatisables ».



La courbe ci-dessus met en relief deux moments clés de la médiatisation de la pénurie d'eau par la chaîne de télévision Medi1 TV : 2022 et 2024. La première année fait référence aux instructions royales pour mobiliser 10 milliards de DH afin de réduire les effets du déficit pluviométrique et faire face aux impacts de la sécheresse sur le monde rural et le secteur agricole. La même année, le Souverain a adressé un discours au Parlement à l'occasion de l'ouverture de la 1^{ère} session de la 2^{ème} année législative de la 11^{ème} législature où la problématique de l'eau a été mise en lumière. Quant à l'année de 2024, la crise de l'eau a été au cœur du discours royal donné à l'occasion du 25^{ème} anniversaire de la Fête du Trône.

LE TRAITEMENT MEDIATIQUE DE LA PENURIE D'EAU SUR UN MODE DEPOLITISANT

- **Un cadrage individualisant qui dépolitise la médiatisation de la pénurie d'eau**
 Dans le corpus étudié, 64% du contenu traite de la sensibilisation de la population, en appelant à une prise de conscience et à un usage rationnel des ressources hydriques. Ainsi, une mobilisation « citoyenne », ayant comme deux piliers une forte médiatisation et une action publique incitative, occupe le cœur de la problématique relative à la pénurie d'eau.

Cette « doxa sensibilisatrice » met de côté la consommation industrielle et le modèle agricole, entre autres.

Cela conduit à percevoir le changement comme un phénomène culturel, fondé sur la prise de conscience, en accord avec une vision postmoderniste et behavioriste de l'individu. Ce dernier serait enclin à respecter l'eau et l'environnement et à adopter un bon comportement dès qu'il serait en situation d'information parfaite. Il pourrait être considéré comme le niveau d'intervention légitime pour ajuster la société aux enjeux hydriques. « La somme des changements individuels engendrerait alors le changement social exigé » (Comby, 2017).

Les phrases qui se réitèrent dans 64% du contenu des médias étudiés sont les suivantes :

- « Stratégie de communication et de sensibilisation » ;
- « Une vaste campagne de sensibilisation contre le gaspillage de l'eau » ;
- « Une vaste campagne nationale de sensibilisation à la préservation de l'eau » ;
- « Renforcer la sensibilisation du grand public à l'économie de l'eau et à la lutte contre toutes les formes de gaspillage ou d'usages irresponsables de cette matière vitale » ;
- « Une campagne de sensibilisation intitulée "Stop au gaspillage de l'eau" » ;
- « Une vaste campagne de sensibilisation et de conscientisation quant à l'importance de rationaliser l'utilisation de l'eau et d'en prévenir le gaspillage » ;
- « Changer le comportement de consommation de l'eau » ;
- « Mesures de sensibilisation pour agir sur le comportement des usagers ».

Ce cadrage individualisant, adapté aux contraintes journalistiques, dépolitise la problématique relative à la pénurie d'eau, en la déplaçant davantage vers la sphère privée des comportements personnels et domestiques, plutôt que vers la sphère publique des débats et choix politiques. « *Ça serait plus simple de traiter la question de la crise hydrique sous l'angle de la sensibilisation et la prise de conscience que sous l'angle de choix politiques* », nous confie un enseignant-chercheur, agroéconomiste et ruraliste en poursuivant : « *Nous avons passé des siècles et des siècles à nourrir l'esprit des marocains avec l'idée d'un pays d'abondance de ressources. Aujourd'hui pour passer d'un registre d'abondance à un registre de gestion de la rareté, il nous faudrait déconstruire cette idée progressivement. Ceci exige du temps et non pas une sensibilisation de quelques mois* ».

Le traitement médiatique de la question de la pénurie d'eau aboutit donc à sa dépolitisation, celle-ci n'étant pas exactement l'envers de la politisation mais plutôt une de ses modalités possibles.

- **Pénurie d'eau : une médiatisation des conséquences au détriment des causes**

Dans les 80 articles étudiés, les 15%, qui ne reprennent pas les publications officielles du Ministère, sont rédigés conformément à la structure suivante : Etat des lieux de la situation, causes et conséquences ; puis réalisations et solutions envisageables. Les 15 vidéos étudiées respectent également le même schéma de traitement de la question de la pénurie d'eau.

La situation est présentée dans le corpus étudié comme une situation « d'urgence », « critique », « alarmante » et « préoccupante », avec des chiffres officiels à l'appui, généralement présentés par des responsables du Ministère de l'Équipement et de l'Eau. Les causes de cette situation sont soit délaissées au profit des conséquences, soit mises en lumière en les associant aux causes naturelles (positionnement géographique du Maroc qui lui fait subir les effets des changements climatiques, une croissance démographique qui fait que la demande en eau est inélastique, la baisse de la pluviométrie qui fait une succession de six ans de manque d'eau, etc.), à un comportement inapproprié des usagers ou encore à un problème mondial qui ne concerne pas que le pays. « *Plus les experts parlent du problème de l'eau, moins ils évoquent ses causes (politisables, choix politiques notamment) et plus ils insistent sur ses conséquences* », nous confie un enseignant-chercheur. Dans ce sens, les conséquences sont présentées comme inquiétantes en évoquant, entre autres, l'image de robinets à sec ou une sécurité alimentaire en péril.

La partie de la structure où s'attardent la majorité des experts est celle relative aux réalisations et solutions envisageables. C'est là où interviennent des experts, présentés généralement comme apolitiques, en développant en long et en large les programmes et projets mis en place. En effet, ce voile de disqualification du politique accorde une légitimité et une autorité à leurs affirmations ; le caractère « apolitique » de l'expert apparaît ainsi comme un gage de légitimité de son action (Vignon, 2021).

Brusini (2011) montre que les médias finissent par entraîner un comportement grégaire et par produire les mêmes réflexes chez les récepteurs et ce, à cause d'un décryptage quasi-identique des événements par les experts. Pour lui, « le fait est noyé sous le verbe de l'expert ». Pour un enseignant-chercheur interviewé, il y a plusieurs manières de dire

une chose. « *Pour ne pas dire par exemple que les pratiques agricoles sont responsables de la pénurie d'eau, on dit que l'agriculture souffre à cause de la pénurie d'eau. Et ça change tout en fait. Les deux sont des affirmations vraies mais la seconde s'inscrit dans le fameux discours des effets indésirables du mauvais temps, un discours qui ne fait pas pousser la réflexion plus loin* ».

Ainsi, lier les causes de la pénurie d'eau aux faits naturels et les dissimuler parfois par une surmédiation des conséquences conduit à un cadrage dépolitisant de la crise de l'eau au Maroc.

CONCLUSION

En mettant le traitement médiatique de la pénurie d'eau au cœur de l'analyse, cet article interroge l'un des arts de gouverner la sécurité hydrique au Maroc. Les sources consultées se contentent généralement des sources officielles laissant peu de place au dissensus et la spécialisation fait encore défaut dans le travail journalistique. Ceci n'est pas sans impact sur la médiatisation de la pénurie d'eau. À cet effet, le produit médiatique autour de la crise hydrique prend des formes responsabilisant l'individu et déresponsabilisant, de fait, le rôle de l'État ; ces formes portent particulièrement sur la sensibilisation, la mise en avant des conséquences et la dissimulation des causes structurelles, ainsi que la mise en relief des réalisations et mesures mises en place pour faire face à la pénurie d'eau. Cette médiatisation aboutit donc à la dépolitisation du problème de la rareté de l'eau, celle-ci n'étant pas exactement l'envers de la politisation mais plutôt une de ses modalités possibles.

Aujourd'hui, la discussion du traitement médiatique de la pénurie d'eau devrait être prise en considération afin d'engager des réflexions qui mettent en relief l'articulation entre les problèmes publics et la médiatisation de ces derniers. En outre, dans d'autres pays, il suffit d'une formation d'appoint en journalisme au profit d'une personne déjà qualifiée pour qu'elle opère dans ce secteur sous l'encadrement de journalistes expérimentés. Certains médias marocains gagneraient à recruter de jeunes ingénieurs intéressés par les débats d'actualité afin de pallier le « syndrome » de l'expertise médiatique.

Enfin, une alternative que nous pouvons préconiser est l'encouragement du journalisme scientifique dans le traitement médiatique de la pénurie d'eau, en mettant notamment les produits de la connaissance scientifique, des enquêtes de terrain, à la disposition d'un public muni d'un minimum d'instruction et d'information. D'ailleurs, cela reprend un débat « classique » sur la place du scientifique dans la société et comment peut-il

contribuer aux débats sociétaux. À cet effet, des chercheurs se prêtent à l'exercice de la « vulgarisation médiatique », et publient des podcasts ou vidéos reflétant les résultats de leurs recherches empiriques, voire leurs positions scientifiques par rapport aux problèmes publics et aux politiques publiques de manière générale. À cet effet, nous citons à titre indicatif le passage de l'enseignant-chercheur Mohamed Tahar Srairi à la chaîne Youtube arabophone « *الحلم المغربي* » « le rêve marocain » ou encore l'intervention de l'agroéconomiste Najib Akesbi dans une vidéo éditée par le réseau tunisien Siyada « *شبكة سيادة* ». Ces interventions demeurent peu nombreuses et devraient être encouragées par les médias afin de pallier le manque de journalistes spécialisés.

REFERENCES

- Bourdieu, P. (1994). L'emprise du journalisme. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 101(1), 3-9.
- Briscoe, J. (2009). Water security: why it matters and what to do about it. *Innovations: Technology, Governance, Globalization*, 4(3), 3-28.
- Brusini, H. (2011). *Copie conforme: pourquoi les médias disent-ils tous la même chose?*. Seuil: Presses de sciences po.
- Campion, B., & Van Wynsberghe, C. (2017). Experts médiatiques. *Association la Revue nouvelle*, 17(3), 26-29.
- Comby, J. B. (2009). Quand l'environnement devient «médiatique» Conditions et effets de l'institutionnalisation d'une spécialité journalistique. *Réseaux*, (5), 157-190.
- Comby, J. B. (2015). *La question climatique: genèse et dépolitisation d'un problème public*. Raisons d'agir.
- Comby, J. B. (2017). Dépolitisation du problème climatique: Réformisme et rapports de classe. *Idées économiques et sociales*, (4), 20-27.
- Cook, C., & Bakker, K. (2012). Water security: Debating an emerging paradigm. *Global environmental change*, 22(1), 94-102.
- Cosgrove, W. (2013). Water Futures: the evolution of water scenarios. *Current Opinion in Environmental Sustainability*, 5(6), 559-565.
- Cussó, R., & Gobin, C. (2008). Du discours politique au discours expert: le changement politique mis hors débat?. *Mots. Les langages du politique*, (88), 5-11.
- Deleu, C. (2002). Les journalistes et la science: représentation des pratiques professionnelles dans les journaux d'information des médias télévisuels généralistes.
- Falkenmark, M. (2001). The greatest water problem: the inability to link environmental security, water security and food security. *International Journal of Water resources development*, 17(4), 539-554.

- Foucault, M. (2004). Sécurité, territoire, population: cours au Collège de France, 1977-1978.
- Grey, D., & Sadoff, C. W. (2007). Sink or swim? Water security for growth and development. *Water policy*, 9(6), 545-571.
- Kayser, J., & Renouvin, P. (1963). Le quotidien français. (*No Title*).
- Marchetti, D. (2002). Les sous-champs spécialisés du journalisme. *Réseaux*, (1), 22-55.
- McCombs, M. E., & Shaw, D. L. (1972). The agenda-setting function of mass media. *Public opinion quarterly*, 36(2), 176-187.
- Molotch, H., Lester, M., & Gamberini, M. C. (1996). Informer: une conduite délibérée de l'usage stratégique des événements. *Réseaux. Communication-Technologie-Société*, 14(75), 23-41.
- Monte, M., & Oger, C. (2015). La construction de l'autorité en contexte. L'effacement du dissensus dans les discours institutionnels. *Mots. Les langages du politique*, 107, 5-18.
- Neveu, É. (2017). L'analyse des problèmes publics: Un champ d'étude interdisciplinaire au cœur des enjeux sociaux présents. *Idées économiques et sociales*, (4), 6-19.
- Neveu, Erik; Rieffel, Rémy; Ruellan, Denis (2002), (Dossier coordonné par), "Les journalistes spécialisés", *Réseaux*, n° 111, Paris, Hermès.
- Nollet, J. (2015). L'emprise du journalisme sur les catégories d'action publique. Le cadrage médiatique de la crise de la vache folle et ses usages dans le champ bureaucratique. *Questions de communication*, (27), 21-39.
- Nollet, J., & Schotté, M. (2014). Journalisme et dépolitisation. *Savoir/Agir*, (2), 9-11.
- Pierre, B. O. U. R. D. I. E. U. (1982). Ce que parler veut dire: l'économie des échanges linguistiques. *Fayard, Paris*.
- Renou, Y. (2016). Pourquoi et comment faut-il sauver la sécurité hydrique. *VertigO-la revue*.
- Savenije, H. H., & Van der Zaag, P. (2008). Integrated water resources management: Concepts and issues. *Physics and Chemistry of the Earth, Parts A/B/C*, 33(5), 290-297.
- Vignon, S. (2021). Les usages politiques intéressés d'un label : l'apolitisme des maires ruraux. *Confiner la démocratie. Les dépolitisations de l'action publique*, 133-160.
- Vörösmarty, C. J., McIntyre, P. B., Gessner, M. O., Dudgeon, D., Prusevich, A., Green, P., ... & Davies, P. (2010). Global threats to human water security and river biodiversity. *nature*, 467(7315), 555-561.
- Zeitoun, M., Allan, J. T., & Mohieldeen, Y. (2010). Virtual water 'flows' of the Nile Basin, 1998–2004: A first approximation and implications for water security. *Global Environmental Change*, 20(2), 229-242.